

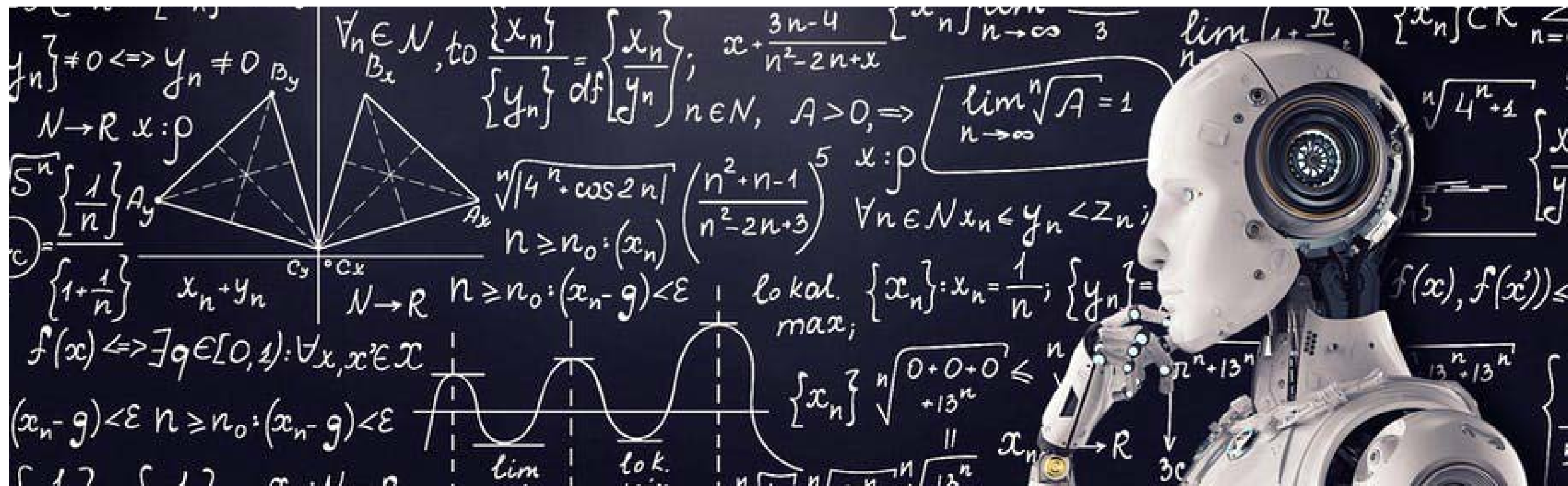
11 AVRIL 2024

# **I**NTELLIGENCE **S**EMEN

BULLETIN D'INFORMATION BIMENSUEL PAR SEMEN AFRICA CONSULTING  
VOL. 1 - n°4

# L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : catalyseur de l'éducation en Afrique

Par William NGHORI



Dans le contexte actuel de digitalisation, les nations africaines, appuyées par des entités internationales, placent le développement numérique au cœur de leurs stratégies continentales, catalysant ainsi la transformation de l'éducation.

Durant la pandémie, la fermeture des établissements scolaires, dictée par les directives de l'OMS, a révélé l'insuffisance des moyens pour l'enseignement à distance, exacerbant la dépendance à l'égard des financements externes.

En République Démocratique du Congo (RDC), SCHOOLAP offre une solution numérique avec plus de 23.361 ressources éducatives en ligne pour enseignants et élèves, accessible via le web et mobile, en formats vidéo et texte. Les parents et administrateurs scolaires utilisent cette plateforme pour suivre la progression des élèves et interagir avec le corps enseignant.

Au Nigeria, MAVIS COMPUTEL a introduit MAVIS TALKING BOOK, un dispositif anti-analphabétisme adapté aux régions sans électricité, équipé de batteries rechargeables, facilitant l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans les zones rurales.

ENEZA Education, en Côte d'Ivoire, a lancé une application mobile permettant aux élèves de réviser et de se préparer aux examens, avec des exercices corrigés automatiquement, une initiative saluée par le ministère de l'Éducation nationale.

L'avancée numérique en Afrique représente donc un levier pour la réforme éducative, palliant le manque de ressources pédagogiques et de personnel enseignant, et améliorant la gouvernance des systèmes éducatifs. L'intelligence artificielle joue un rôle clé dans la compensation des lacunes éducatives, particulièrement dans les zones reculées.

# LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE : Pilier du Progrès Économique en Afrique

Par Laetitia MAKITA-NGADI



Lors du sixième sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine à Bruxelles, l'accent a été mis sur la recherche et l'innovation en tant que moteurs essentiels du développement et de la coopération en Afrique. Ces domaines sont considérés comme des catalyseurs du progrès et sont vitaux pour relever les défis mondiaux tels que le changement climatique, la croissance démographique et la relance économique.

La recherche est un outil stratégique pour les décideurs africains, leur permettant d'aligner leurs plans nationaux avec les réalités économiques et institutionnelles. Elle est également cruciale pour les organismes de financement du développement en Afrique, qui s'appuient sur des études approfondies pour adapter leurs projets aux besoins spécifiques des pays bénéficiaires.

Face à la désertification et aux défis des zones rurales isolées, la recherche scientifique offre des solutions pratiques pour instaurer des mécanismes de développement durable.

Le congrès international sur l'économie du désert au Maroc, qui rassemble des chercheurs de diverses disciplines, vise à présenter des études pertinentes et à formuler des recommandations pour les dirigeants africains et les bailleurs de fonds.

D'après l'UNESCO, la Côte d'Ivoire et le Kenya, avec leurs bases scientifiques et technologiques avancées, pourraient devenir des pôles d'excellence en éducation scientifique et technologique, contribuant significativement au développement africain et à l'évolution des infrastructures continentales.

En Ouganda, le gouvernement a alloué 8,8 millions de dollars à la recherche sur le traitement du COVID-19, aboutissant à des innovations telles que COVIDEX, des tentes hospitalières mobiles et un système de notification des maladies.

# AFRIQUE : COP et transition énergétique stratégique

Par Laetitia MAKITA-NGADI

La conférence africaine sur les technologies énergétiques à Accra a réuni des leaders africains et internationaux pour discuter de l'adoption de technologies énergétiques avancées et de l'intégration politique pour une transition énergétique équitable. Face à un déficit énergétique affectant les entreprises et les foyers, l'Afrique explore activement les énergies renouvelables pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Avec 600 millions d'Africains sans accès à l'électricité et une prédominance de l'énergie fossile, les décideurs du continent sont confrontés à la pression internationale pour accélérer la transition vers les énergies renouvelables, conformément aux engagements pris lors des conférences COP.

Le marché énergétique africain est en pleine mutation, poussé par les résolutions COP et l'adoption de politiques favorisant les énergies renouvelables pour diminuer la dépendance aux combustibles fossiles. Cette transition est toutefois mise à l'épreuve par la nécessité de relancer la croissance économique post-COVID-19.

Les projets énergétiques en Afrique attirent de nombreux investisseurs et banques occidentaux, malgré leur engagement à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Actuellement, 5.000 investisseurs possèdent des participations dans des entreprises impliquées dans les énergies fossiles sur le continent.

Selon un rapport de Bloomberg présenté lors de la COP 27, l'investissement en énergies renouvelables en Afrique a chuté de 30%, malgré un potentiel considérable, contrastant avec une augmentation de 9% à l'échelle mondiale. Seulement 2,6 milliards de dollars ont été investis dans des projets renouvelables tels que l'éolien, le solaire et la géothermie.

L'Afrique ne représente que 0,6% des 434 milliards de dollars investis globalement dans les énergies renouvelables. La production électrique du continent repose majoritairement sur des sources fossiles, onéreuses et polluantes. Les investissements significatifs en énergies renouvelables se concentrent principalement au Kenya, en Afrique du Sud, en Égypte et au Maroc.



# TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE : Moteur de la relance de l'économie africaine

Par William NGHORI



Dans le sillage de la crise du COVID-19, les dirigeants africains ont pris la mesure de l'importance de la digitalisation pour revitaliser leurs économies nationales et optimiser la collecte des recettes fiscales. Les startups, en quête de croissance, se tournent vers les fonds d'investissement, avec un focus sur l'économie numérique et l'inclusion financière.

La loi de finances 2024 introduit des réformes ciblant la modernisation des procédures douanières et fiscales, visant à sécuriser les revenus publics et simplifier les transactions pour les usagers. La digitalisation promet

des avantages tels que la simplification des processus de dédouanement, l'adaptation des technologies de l'information et de la communication, et l'extension des exonérations de TVA à l'importation.

Le fonds AZUR INNOVATION FUND a investi 1,5 million de dollars dans la fintech marocaine TOOKEZ pour stimuler son expansion en Afrique, au Moyen-Orient et, plus particulièrement, au Maroc. TOOKEZ ambitionne de réinventer l'écosystème des programmes de fidélité et de devenir un point central d'inclusion numérique entre consommateurs et marques. Ces fonds devraient accélérer son développement, notamment dans l'application de la technologie blockchain.

Dans le cadre de l'intégration numérique régionale en Afrique de l'Ouest, la Banque mondiale a alloué 20 millions de dollars à l'Académie numérique de SMART AFRICA pour former une nouvelle génération de décideurs et régulateurs aptes à piloter la transformation numérique. Cette initiative vise à combler le déficit de compétences numériques en Afrique, avec l'objectif de former 30.000 personnes qualifiées, après avoir déjà formé 7.000 bénéficiaires.

Mastercard et MTN Group Fintech ont conclu un partenariat stratégique pour promouvoir l'inclusion financière, partageant une vision commune d'émancipation économique. Avec une base de données de 290 millions d'abonnés et un faible taux de bancarisation en Afrique, le paiement mobile émerge comme un outil puissant, adapté aux infrastructures existantes du continent.